

Editorial

Pourquoi reprendre aujourd'hui, dans les "Cahiers de Global Chance", le débat sur le nucléaire que nous avons engagé il y a six ans déjà dans nos colonnes? L'arrivée de la Gauche plurielle au pouvoir et des Verts au gouvernement, la signature du protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la fermeture de Superphenix, la décision gouvernementale de création de laboratoires souterrains de stockage des déchets radioactifs, la décision d'abandon du nucléaire par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, autant d'éléments nouveaux qui montrent la nécessité d'un débat de fond sur l'avenir de la filière nucléaire en France.

Vingt-cinq ans après le premier choc pétrolier et le lancement du programme Messmer, il n'est pas trop tard pour accepter enfin un débat en France sur l'avenir du nucléaire, "dogme énergétique" jusqu'ici indiscutable.

Comment réexaminer la pertinence des choix au regard des besoins énergétiques nationaux et mondiaux, de l'évolution des marchés et des techniques, de la montée des préoccupations environnementales à long terme apparues depuis le début des années 90? La question est d'autant plus cruciale que non seulement le parc nucléaire français fournit en 1999 de l'ordre de 80 % de l'électricité nationale, mais aussi et surtout que ses enjeux masquent en fait des enjeux institutionnels, culturels, politiques et sociaux déterminants pour notre pays. Trois arguments principaux justifient aux yeux de ses défenseurs le maintien de cette exception française² : l'indépendance énergétique, la lutte contre l'effet de serre et l'enjeu industriel pour la France. Ses détracteurs au contraire insistent sur les problèmes de sûreté, de pollution radioactive et surtout sur ceux de l'aval du cycle (retraitement et stockage à long terme des déchets nucléaires) pour justifier une diversification vers des sources fossiles (le gaz) ou renouvelables, voire une sortie à terme du nucléaire.

Dans un contexte international où le nucléaire voit ses parts de marché régresser dans la plupart des pays du monde ou au mieux stagner dans quelques-uns, la France doit-elle et peut-elle :

- rester l'exception en poursuivant sa politique de monoculture nucléaire?
- abandonner la filière nucléaire comme plusieurs de ses voisins?
- ou, au contraire, proposer et participer à l'élaboration d'une politique scientifique et industrielle nouvelle, transparente et socialement acceptable, capable de résoudre définitivement les problèmes de l'aval du cycle et donc d'apporter une solution significative dans une trentaine ou une quarantaine d'années au défi de la production électrique aussi bien dans les pays riches que dans les pays en développement?

Ces Cahiers de Global Chance s'ouvrent par une réflexion de fond de Philippe Roqueplo sur la nécessité ou la non nécessité du nucléaire. L'exigence d'un nucléaire propre sur le long terme justifie de reconsidérer les développements technologiques envisagés actuellement au profit d'une redéfinition complète du nucléaire. D'autant que ce qu'il appelle "le répit climatique" semble donner un temps pour cette reconstruction.

C'est à la définition de cet autre nucléaire que l'article de Jean-Paul Schapira contribue. À partir d'une analyse détaillée des déchets associés au cycle uranium actuel, il montre qu'il existe de nouvelles options pour le nucléaire du futur. En particulier un nouveau cycle du combustible élaboré à partir du thorium constituerait une alternative intéressante du point de vue des déchets.

Analysant les scénarios énergétiques du Plan pour 2020, Benjamin Dessus met en perspective la relation entre nucléaire et effet de serre souvent mise en avant par les promoteurs du nucléaire à l'occasion des grands débats internationaux sur le changement climatique. Il ressort de cette analyse que ni le respect des engagements de Kyoto ni l'échéance du renouvellement du parc électrique français ne sauraient justifier un recours massif au nucléaire. Dominique Finon analyse les raisons du déclin de l'industrie nucléaire et les conditions d'une relance éventuelle de cette technologie dans les pays industrialisés. Devant une situation internationale du nucléaire lourde d'incertitudes, il s'interroge sur les composantes d'une politique énergétique réaliste en France.

L'affichage récent d'une volonté de sortie du nucléaire en Allemagne modifie profondément les termes du débat énergétique en France. Le scénario allemand présenté par l'Öko-Institut pose les bases d'une nouvelle politique énergétique soutenable. La France peut-elle rester une singularité dans un monde en changement ?

Ce monde de l'énergie n'est plus celui des années 70 dans lequel les grands programmes d'équipement, souvent centralisés, dominaient. L'article de Samir Allal montre bien combien la flexibilité des marchés donne une prime aux équipements de taille modeste et aux technologies qui concilient critères économiques et protection de l'environnement. Dans ce contexte, le marché du nucléaire apparaît aujourd'hui marginal et ne saurait justifier, à lui seul, le maintien d'une exception française.

Les analyses présentées dans ce numéro ouvrent donc le débat sur deux aspects essentiels : la nécessité ou non du nucléaire, et les options pour un nucléaire propre et sûr. Nous vous en souhaitons bonne lecture.

Benjamin Dessus et François Pharabod

1 Voir "Les Cahiers de Global Chance" n°2 "Global Chance et le nucléaire", 1993 et "Les Cahiers de Global Chance" n°3 "L'Énergie en débat", 1994.

2 Le nucléaire ne représente que 30% de la production d'électricité en Allemagne par exemple.